



## **DECLARATION UNSA Éducation au CDEN 17 OCTOBRE 2011**

En 2012, 80 000 emplois seront supprimés dans l'éducation : l'Éducation nationale est victime depuis plusieurs années d'un vaste plan d'appauvrissement que les personnels mais aussi les parents d'élèves, les élus refusent.

La France recule dans les évaluations internationales, n'investit plus dans l'éducation, les personnels sont plus mal payés qu'ailleurs. Contrairement aux déclarations récentes, il n'a pas de vision d'avenir pour l'éducation.

Ainsi, depuis quatre ans, le tableau Excel des gestionnaires s'est substitué au tableau noir des pédagogues. Les personnels ne se retrouvent pas dans une conception où tout se mesure à l'aune des économies. Le sens de leur métier leur échappe.

Pour l'UNSA EDUCATION, la question des conditions de travail ne peut plus être éludée. Au-delà même de la dégradation engendrée par les suppressions massives d'emplois, c'est aussi la gestion des ressources humaines qui est interrogée. Nous venons d'écrire au ministre pour lui demander la tenue sans délai d'un CHS ministériel pour y aborder ces questions.

Dans notre département, les 1409 élèves sont rentrés au chausse pied dans des classes surchargées.

L'UNSA EDUCATION s'inquiète aussi des postes de psychologues scolaires, médecins et infirmières scolaires toujours vacants... Une situation rarement connue dans notre département. Cela fragilise comme s'il en était besoin les RASED et laisse la scolarisation des Elèves en situation de handicap en panne ! La forte diminution des postes animation soutien plus de 40 % pour cette rentrée ne va pas non plus contribuer à une meilleure prise en charge individualisée comme le prône notre ministre à qui veut l'entendre !

Il oublie sa note de service adressée en catimini aux recteurs en juillet dernier pour supprimer tous les emplois précaires –EVS tâches administratives- !

Il oublie l'engagement signé dans le protocole sur la direction d'école en 2006 vers la pérennisation des secrétariats pour les écoles.

Il oublie tous les salariés rémunérés sur ces supports.... Il ne pense pas les retrouver dans les chiffres des demandeurs d'emploi !

L'UNSA EDUCATION a adressé à Monsieur l'Inspecteur d'Académie, un courrier l'informant des conséquences pour les écoles et les équipes sans EVS direction d'école. Cette décision unilatérale met à mal le fonctionnement des écoles et va impacter les personnels, les élèves et leur famille.

L'UNSA EDUCATION demande l'embauche en nombre suffisant couvrant toutes les écoles maternelles et les écoles élémentaires !

Nous sommes aujourd'hui le 17 octobre et les remplacements dans le premier degré faute de moyens ne sont effectués et malgré des classes déjà surchargées les équipes accueillent !

Dans ces conditions peut-on encore dire que le service public d'enseignement est assuré ?

Pourquoi autant d'acharnement contre l'École publique ?

L'enseignement public est délibérément affaibli. Comme l'an dernier, l'enseignement privé se trouve singulièrement épargné. Alors qu'il représente 20% des moyens, 90% des retraits d'emplois vont frapper le service public.

5700 suppressions sont annoncées dans les écoles. Comment dans ces conditions honorer la promesse présidentielle de maintien du nombre des classes à la rentrée 2012, si ce n'est :

- en sacrifiant la scolarisation des deux ans déjà exsangue,
- en renonçant un peu plus à la prise en charge de la grande difficulté par des enseignants spécialisés,
- en liquidant les emplois d'animateurs TICE ou de langues vivantes,
- en réduisant à peau de chagrin les moyens de remplacement.

Alors même que l'OCDE pointe la faiblesse des taux d'encadrement dans le premier degré, le ministère accentue sa pression sur l'école primaire.

Au collège, l'arrivée des générations du baby-boom des années 2000 se traduit par une augmentation très importante des effectifs. Malgré cela, le ministère, dans son aveuglement idéologique, annonce 6550 suppressions dans le second degré. Les effectifs par classe vont continuer à croître et la possibilité de financer les enseignements obligatoires est désormais clairement menacée. Quant à la diminution des moyens de remplacement amorcée depuis trois ans, elle ne peut que s'accroître au détriment de la continuité des enseignements.

Nous allons aujourd'hui prendre connaissance des budgets des collèges sans avoir reçu les documents, donc les consulter afin d'en faire l'analyse.

L'École est aujourd'hui volontairement affaiblie. Pour l'UNSA EDUCATION, l'Éducation est un droit. A ce titre, elle ne peut que relever du service public. Face à cette politique destructrice pour les élèves et leurs enseignants, l'UNSA Éducation et ses syndicats demandent au gouvernement d'écouter ce que la communauté éducative ont à lui dire.

